

L'homophobie reste présente dans la société française

13 juillet 2023



L'association SOS homophobie a reçu 1 500 témoignages de personnes victimes d'insultes, de rejet et de discriminations du fait de leur orientation sexuelle ou de leur transidentité [1] au cours de l'année 2022 [2]. Ce chiffre a diminué en 2020 et 2021, pendant la crise sanitaire qui a restreint les possibilités de relations sociales. Il avait atteint un « record » en 2013 (3 500 signalements), au moment des manifestations contre le mariage pour tous, puis a connu un nouveau pic en 2019 avec 2 400 appels et témoignages en ligne auprès du service d'écoute de l'association.

Les témoignages recueillis par l'association ne constituent que la partie signalée des agressions homophobes quotidiennes et non un recensement exhaustif. L'évolution dans le temps de leur nombre dépend à la fois du climat d'acceptation ou de rejet à l'égard des personnes LGBTI [3] et de la tendance de ces dernières à s'autocensurer ou à ne pas déclarer les violences qu'elles subissent. Pour les années récentes, l'association note la montée du nombre d'agressions envers les personnes perçues comme

trans, qui sont signalées partout, y compris dans les établissements scolaires ou de la part du milieu médical. Elles concernent près d'une victime sur cinq.

Sur les 1 200 situations de discrimination signalées à SOS homophobie [4] 17 % des actes ont été commis sur Internet. Les autres concernent la sphère privée (15 % au sein de la famille et 9 % dans le voisinage), tout comme l'espace public (13 % dans les commerces et services, 12 % dans les lieux publics), mais aussi le monde du travail, l'école, les médias, la politique, le sport, etc. Le mal de vivre est identifié dans 9 % des cas comme cause principale de l'appel à l'aide. Ce mal-être est précisément lié au contexte homophobe qui crée un sentiment de solitude, de la peur, voire de la honte ou des idées suicidaires.

Les preuves d'homophobie sont multiples et peuvent se cumuler. 68 % des cas recensés traduisent l'expression d'un rejet. Dans 40 % des cas, des insultes ont été proférées. Dans 15 %, ce sont des menaces. Presque une situation sur quatre (22 %) relève du harcèlement, car l'agresseur a répété ses attaques. Dans un cas sur dix, la situation signalée constitue une discrimination, au sens d'un traitement défavorable en raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre réelle ou supposée des personnes, notamment dans les commerces et les services, ou encore au travail. Certains agresseurs vont jusqu'aux violences physiques. 184 cas rapportés sont des coups et blessures, des agressions sexuelles et/ou des viols.

Une partie des actes homophobes peuvent paraître sans grande gravité. Ils ne sont d'ailleurs généralement ni déclarés, ni mesurés. Ces actes peuvent cependant avoir des conséquences morales, notamment lorsqu'ils sont répétés, qu'ils viennent d'un proche ou d'un parent, d'une personne incarnant l'autorité (école, médecin, etc.), en particulier chez les plus jeunes qui ont plus de mal à s'y opposer.

La société française vit mieux qu'hier l'homosexualité et les parcours qui vont à l'encontre des normes de genre. Il n'empêche que les progrès sont lents pour ceux qui subissent ces rejets au quotidien et que rien n'est jamais définitivement acquis. L'hétérosexualité demeure une norme valorisée à laquelle il est difficile de déroger. On est encore loin du jour où toutes les personnes LGBTI pourront afficher librement leur orientation sexuelle ou leur identité de genre dans l'espace public, en présence d'amis, de voisins ou dans leur famille. Où, finalement, l'homosexualité ne « s'affichera » plus car elle sera banalisée.

Témoignages recueillis par téléphone ou par Internet.

Lecture : en 2023, l'association SOS homophobie a recueilli 1 506 témoignages de personnes victimes d'homophobie ou transphobie.

Source : *Rapport sur les LGBTIphobies 2023*, SOS homophobie – © Observatoire des inégalités

Avertissement : il s'agit de témoignages reçus par téléphone, par formulaire et sur la plateforme Internet d'aide en ligne de l'association. Ils donnent une indication, mais ne constituent pas un recensement exhaustif des cas de discriminations et des actes homophobes. Une hausse du nombre de témoignages peut provenir d'une amélioration des dispositifs pour les recueillir et de la plus grande facilité à se confier à un organisme extérieur.

Répartition des cas de LGBTIphobie selon le contexte

Unité : %

	Part
Internet	17
Famille	15
Commerces, services	13
Lieux publics	12
Voisinage	9
Mal de vivre	9
Travail	8
Autres (milieu scolaire, médias, politique, santé, sport, etc.)	17

Ces données portent sur 1 200 cas en France, identifiés à travers le recueil de 1 500 témoignages. Le nombre de cas est inférieur au nombre de témoignages, car certains cas sont signalés plusieurs fois ou ont eu lieu dans d'autres pays. **Lecture :** 17 % des cas de LGBTIphobie signalés à l'association SOS homophobie ont eu lieu sur Internet.

Source : *Rapport sur les LGBTIphobies 2023*, SOS homophobie – Données 2022 – © Observatoire des inégalités

Photo / DR

[1] Les personnes trans vivent ou souhaitent vivre dans un genre différent de celui qui leur a été assigné à la naissance.

[2] Voir le [Rapport sur les LGBTIphobies 2023](#) de SOS homophobie.

[3] Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes. Les personnes intersexes présentent des caractéristiques sexuelles biologiques qui ne sont pas considérées comme typiquement mâles ou femelles.

[4] Les 1 500 témoignages recueillis concernent 1 200 cas qui se sont déroulés en France. En effet, certains cas ont été signalés par plusieurs témoignages ou ont eu lieu dans d'autres pays.

-
- Emplacement :
 - Adresse de cet article : <https://www.m.inegalites.fr/L-homophobie-reste-presente-dans-la-societe-francaise>